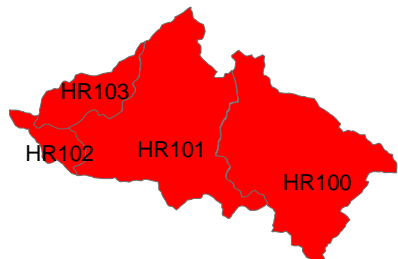


Fiches Actions

Enjeu n°3: Maîtriser le ruissellement et
améliorer la gestion des inondations

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.1.1	Réaliser un inventaire diagnostic de vulnérabilité des zones inondables et les inscrire dans les documents d'urbanisme	règle associée	niveau de priorité 1
----------------------------------	---	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	Améliorer les connaissances de l'enjeu inondation et protéger les zones naturelles d'expansion de crue de toute construction.		
Secteur géographique concerné	<p>En priorité à l'aval du bassin versant (HR102 et HR103), mais l'ensemble du bassin versant est concerné.</p> 		
Résultats attendus	<p>Elaboration des cartes du bassin versant présentant les zones inondables</p> <p>Identification des secteurs urbanisés ou constructibles situés en zones inondables</p>		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Description et mise en œuvre	Il s'agit de définir les enjeux vis-à-vis du risque inondation sur le bassin versant de l'Yerres. Pour cela, une synthèse des connaissances doit être réalisée (études hydrauliques, témoignages et déclarations de catastrophes, zones connues par les communes). Une étude d'inondabilité plus précise peut être réalisée sur les sites stratégiques afin de produire une cartographie complète (crues fréquentes, crues rares et crues très rares). Il est recommandé d'élaborer des diagnostics de vulnérabilité dans les zones à risques d'inondation (enjeux socio économiques, humains et environnementaux). Les zones inondables seront inscrites dans les documents d'urbanismes. Il est préconisé de les inscrire en zones non constructibles.																		
	catégories d'acteurs concernés									Partenaires techniques									
Communes, cellule animatrice de la CLE									AESN										
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Mobilisations des élus																		
Aspects financiers	Coût estimatif									financeurs (taux)									
	100 000 €																		

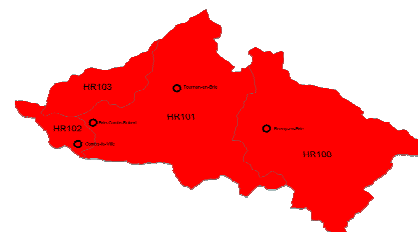
SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Nombre de zones inondables inscrites dans les documents d'urbanisme
-----------------------------	---

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.1.2	Renaturer et préserver les zones naturelles d'expansion des crues pour favoriser leur expansion	règle associée	niveau de priorité 1
----------------------------------	--	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	Améliorer les connaissances relatives aux zones d'expansion des crues Restaurer les zones d'expansions des crues pour améliorer et conserver leur effet tampon lors d'inondations		
Secteur géographique concerné	Ensemble du périmètre		
Résultats attendus	Réduction du risque inondation sur les zones urbanisées		



MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

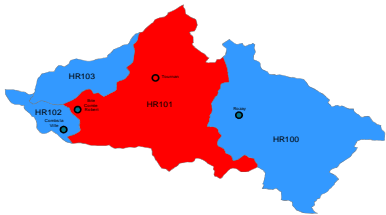
Description et mise en œuvre	Identification des zones d'expansions des crues : - détermination par analyse multicritères des secteurs d'expansion potentielle des crues (sur SIG) - validation par des visites de terrains des secteurs pré-déterminés, en concertation avec les riverains, les propriétaires fonciers et les agriculteurs concernés Etude des modalités de gestion : - nature foncière du secteur, mettre en place des discussions avec chaque propriétaire pour obtenir leurs accords pour des actions de restaurations sur les zones - potentialité de préservation, étude de faisabilité d'aménagement, dispositions pour la gestion des zones (réglementation des remblais, des obstacles...) - inscription dans les documents d'urbanisme : classement recommandé en zone non constructible ou en zone naturelle selon le règlement du PPri de l'Yerres.																											
	catégories d'acteurs concernés									Maîtres d'ouvrage potentiels										Partenaires techniques								
									CLE - Communes - Syndicats de rivière									AESN - C.Régional - C.Généraux - Chambre d'Agriculture 77										
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027										
Conditions de réussite	Indemnisation des zones cultivées lors des épisodes d'inondation																											
Aspects financiers	Coût estimatif									financeurs (taux)																		

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Surface de zones d'expansion de crue recréées Linéaire retravaillé
-----------------------------	---

E1. Améliorer la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux associés
E3. Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.1.3-1.5.4	Supprimer les digues, les merlons et les remblais sur les hauts de berges afin de restaurer les échanges latéraux avec les zones naturelles d'expansion de crues	règle associée	niveau de priorité 1
--	---	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	<p>Rétablir un fonctionnement plus naturel du cours d'eau lors des épisodes de crues</p> <p>Restaurer les zones naturelles d'expansion de crues afin de réguler les phénomènes de crues</p> <p>Améliorer la fonctionnalité des zones humides par restauration des échanges latéraux avec le cours d'eau.</p>		
Secteur géographique concerné	<p>120 km dont 60 km sur HR101 (localisation à déterminer lors de l'étude hydromorphologique, cf. fiche action n° 1.1.2)</p> 		
Résultats attendus	<p>Réduction des inondations sur les secteurs plus urbanisés à l'aval</p> <p>Restauration de zones humides le long de cours d'eau</p>		

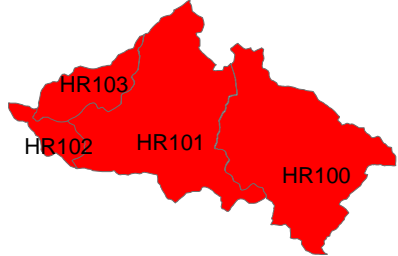
MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Description et mise en œuvre	Identifier les zones : privilégier la restauration des zones d'expansion de crues sur les zones exemptes de toute urbanisation.																		
	Identifier les zones potentielles d'arasement de digues et de merlons (cf. fiche action 1.1.2)																		
	Remettre en communication les zones inondables déconnectées du cours d'eau du fait de la mise en place de digues, merlons ou remblais.																		
	Après étude d'impact, les matériaux constituant ces digues pourront soit être recyclés ou disposés sur les champs (amendement des sols) après analyse.																		
	Négociation d'un barème d'indemnisation (chambre d'agriculture/partenaires financiers).																		
catégories d'acteurs concernés	Maîtres d'ouvrage potentiels										Partenaires techniques								
	Communes Syndicats de rivière CLE (coordination)										AESN, DRIEE, Chambre d'Agriculture 77, Directions départementales des territoires (77, 91 et 94), ONEMA, fédérations de pêche.								
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Sensibilisation des riverains et accord préalable des propriétaires fonciers et des agriculteurs Indemnisation des zones cultivées lors des épisodes d'inondation																		
Aspects financiers	Coût estimatif										financeurs (taux)								
	100 €/ml										AESN, C. Régional								

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	<p>Linéaire de merlons / digues / remblais supprimés</p> <p>Surface de zones d'expansion de crue recrées</p>
-----------------------------	--

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.1.4	Accompagner les élus dans la prise en compte des zones inondables	règle associée	niveau de priorité 1
Définition et objectifs de l'action	Inscrire les zones inondables et des zones naturelles d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme.		
Secteur géographique concerné	Sur l'ensemble du territoire 		
Résultats attendus	Diminution de l'impact des inondations sur les biens et les personnes		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

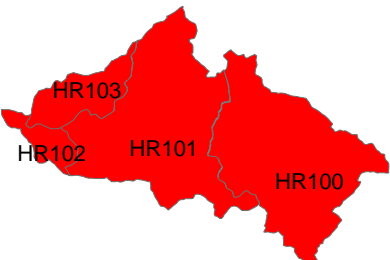
Description et mise en œuvre	Les zones inondables notamment celles situées à l'aval du bassin subissent une pression croissante de l'urbanisation. A partir de l'inventaire des zones inondables (fiche 3.1.1), elles doivent être identifiées et inscrites dans les documents d'urbanismes des communes à la prochaine révision des documents d'urbanisme et l'urbanisation doit y être fortement limitée, avec une réglementation précise. Les zones naturelles d'expansion des crues doivent être identifiées, localisées et inscrites dans les documents d'urbanisme. Elles devront être restaurées dans la mesure du possible, une désurbanisation est à proposer. Les prescriptions du PPri de l'Yerres seront alors à appliquer.																		
catégories d'acteurs concernés	Maîtres d'ouvrage potentiels										Partenaires techniques								
	Cellule d'animation de la CLE, services de l'Etat										AESN								
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Réalisation de l'inventaire des zones inondables sur le cours principal de l'Yerres et sur les affluents.																		
Aspects financiers	Coût estimatif										financeurs (taux)								
	Compris dans le coût de fonctionnement de la cellule de la CLE										AESN								

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Surfaces de zones inondables et zones naturelles d'expansion de crues inscrites dans les documents d'urbanisme
----------------------	--

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.2.1	Améliorer la connaissance des mécanismes de ruissellement et faire émerger des maîtres d'ouvrage	règle associée	niveau de priorité 2
----------------------------------	---	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	Améliorer la connaissance des mécanismes de ruissellement afin de mieux le maîtriser et faire émerger des maîtres d'ouvrages pour mettre en place des aménagements afin de réduire les volumes collectés et contrôler les flux de polluants issus des ruissellements.		
Secteur géographique concerné	<p>Sur l'ensemble du territoire</p> 		
Résultats attendus	Maîtrise du ruissellement – Mettre en place des techniques alternatives pour réduire les volumes collectés et contrôler les volumes déversés sans traitement		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

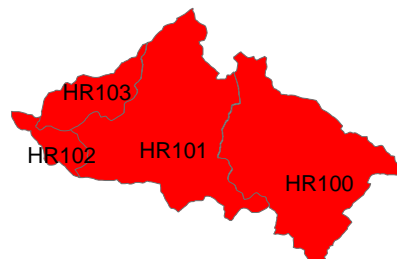
Description et mise en œuvre	<p>Identifier les communes ou les collectivités où des études sur les mécanismes de ruissellements sont nécessaires</p> <p>Etudes de reconnaissance des écoulements préférentiels sur les secteurs les plus contributifs</p> <p>A partir des études réalisées, faire émerger des maîtres d'ouvrages pour encourager une maîtrise des ruissellements et pour proposer des aménagements pour les eaux pluviales (infiltration lorsque le sol le permet, stockage, recyclage, traitement)</p>																		
catégories d'acteurs concernés	Maîtres d'ouvrage potentiels									Partenaires techniques									
	Cellule d'animation de la CLE									AESN, DIREN									
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite																			
Aspects financiers	Coût estimatif									financeurs (taux)									
	100 000 € pour l'étude									AES, Conseil Régional d'Ile-de-France									

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Etude de ruissellement réalisée
-----------------------------	---------------------------------

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.2.2	Favoriser l'échelle intercommunale pour l'élaboration de schémas de gestion des eaux pluviales	règle associée	niveau de priorité 1
----------------------------------	---	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	Maitriser les rejets pluviaux à l'échelle des sous bassins versants ou d'unités hydrographiques cohérentes		
Secteur géographique concerné	Sur l'ensemble du territoire		
Résultats attendus	Contrôle des volumes d'eaux pluviales et de la pollution rejetés par temps de pluie		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

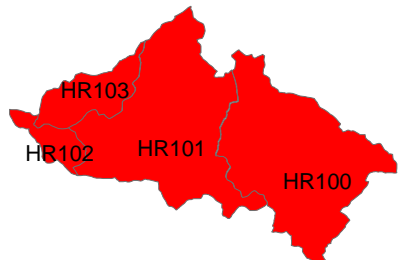
Description et mise en œuvre	Identifier les communes ou les collectivités où des schémas de gestion des eaux pluviales doivent être définis																		
	Inciter à la gestion intercommunale des eaux pluviales																		
	Définir les zones où doit être limitée l'imperméabilisation																		
	Définir les zones où des aménagements pour assurer la collecte, le stockage et le traitement éventuel des eaux pluviales (pluvial stricte) sont à prévoir																		
	Définir des débits de fuite acceptables																		
	L'objectif est de limiter au maximum les rejets pluviaux, en infiltrant, réutilisant ou différant lorsque les autres techniques de gestion des EP ne sont pas adaptées																		
	Choisir les caractéristiques des aménagements : choix des pluies de projet pour les dimensionnements, réflexion pour la sélection des techniques de rétention, de traitement et d'infiltration des eaux pluviales, réflexion sur l'entretien et le suivi des ouvrages																		
catégories d'acteurs concernés	Intégrer les résultats du schéma de gestion des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme																		
	Maîtres d'ouvrage potentiels										Partenaires techniques								
	Communes Collectivités										AESN								
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Identification d'un maître d'ouvrage au niveau des sous bassins versants																		
Aspects financiers	Coût estimatif										financeurs (taux)								

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	<p>Nombre de communes ayant réalisé un schéma de gestion des eaux pluviales à une échelle intercommunale.</p> <p>Nombre de communes ayant intégré les préconisations de leur schéma dans les documents d'urbanisme.</p>
-----------------------------	---

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.2.3	S'assurer de la bonne gestion des eaux pluviales à l'échelle des projets d'urbanisme	règle associée	niveau de priorité 1
--------------------	--	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	<p>Maitriser les rejets pluviaux à l'échelle des sous bassins versants</p> <p>Intégrer les résultats des zonages aux documents d'urbanisme</p>		
Secteur géographique concerné	<p>Sur l'ensemble du territoire</p> 		
Résultats attendus	Contrôle des volumes d'eaux pluviales et de la pollution rejetée par temps de pluie		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Description et mise en œuvre	Intégrer les résultats du schéma de gestion des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme. Assurer la bonne gestion des eaux pluviales à l'échelle des projets d'urbanisme en sensibilisant les élus et les acteurs locaux sur les enjeux des ruissellements via la rédaction d'un guide explicitant l'intégration de la gestion des eaux pluviales dans les PLU. Encourager l'utilisation de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales : rétention, infiltration, réutilisation des eaux pluviales. En l'absence de zonage, le débit de fuite est déterminé en fonction du fonctionnement hydrologique et hydraulique et des contraintes géologiques afin de ne pas aggraver la situation à l'aval du point de rejet, ainsi qu'en fonction du risque d'inondation à l'aval. Par défaut, en l'absence d'étude ou de zonage, il sera limité à 1l/s/ha pour une pluie décennale																		
	catégories d'acteurs concernés									Partenaires techniques									
Communes ou intercommunalité ayant la compétence eaux pluviales - Cellule d'animation de la CLE									AESN, DDT										
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Volonté des communes ou des intercommunalités																		
Aspects financiers	Coût estimatif									financeurs (taux)									

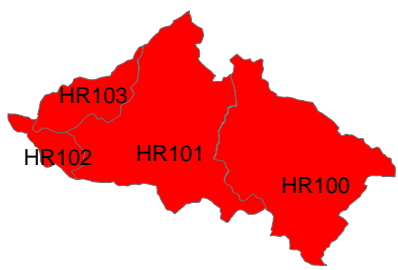
SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Nombre de documents d'urbanisme intégrant les résultats des zonages d'eaux pluviales
----------------------	--

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.2.4	Mettre en place des dispositifs de rétention à la parcelle des eaux pluviales et favoriser les techniques alternatives aux bassins de rétention classiques	règle associée	niveau de priorité 1
----------------------------------	---	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	Favoriser la rétention des eaux à la parcelle Améliorer la gestion des eaux pluviales en sensibilisant les acteurs aux techniques alternatives de rétention des eaux et à la réutilisation des eaux pluviales
--	--

Secteur géographique concerné	Ensemble du territoire du SAGE 
--------------------------------------	---

Résultats attendus	Diminution du risque d'inondation Diminution de la pollution due au ruissellement
---------------------------	--

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Description et mise en œuvre	<p>Il s'agit d'informer les usagers et les élus sur les techniques alternatives de gestion des eaux de pluies : réutiliser l'eau de pluie, infiltrer ou stocker. Une brochure visant à sensibiliser les acteurs communaux permettra de retenir pour les projets d'urbanisme des technologies respectueuses de l'environnement limitant les ruissellements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Puits d'infiltration : puits permettant l'infiltration des eaux de toitures, précédé d'un regard de décantation pour piéger les éléments indésirables. Ne peut être utilisé sur les zones avec une imperméabilité forte (aléa argile). Le traitement des eaux avant leur infiltration est recommandé. - Tranchées drainantes : ouvrages superficiels linéaires couverts par des matériaux drainants permettant l'infiltration des eaux de ruissellement. Ne peut être utilisé sur les zones avec une imperméabilité forte (aléa argile). Le traitement des eaux avant leur infiltration recommandé. - Noues : fossés larges permettant le stockage et l'infiltration éventuelle des eaux de ruissellement. Les noues nécessitent un entretien régulier - Chaussées à structure-réservoir : sur les voiries et parkings, les chaussées à structure-réservoir sont constituées d'un élément drainant, piégeant les polluants par décantation. - Bassins paysagers végétalisés : ouvrages de stockage des eaux de pluies lors de gros événements pluviaux, ils peuvent servir de zone d'activité hors des temps de pluies. Les eaux sont ensuite évacuées vers le milieu naturel ou infiltrées. - Toitures végétalisées : stockage temporaire des eaux de pluies sur les toits. Ce procédé nécessite un entretien régulier. - Récupération et réutilisation des eaux pluviales provenant des toitures. <p>Les communes devront encourager le développement des techniques alternatives dans les projets de développement urbain et dans les permis de construire privés.</p>
-------------------------------------	---

catégories d'acteurs concernés	Maîtres d'ouvrage potentiels	Partenaires techniques
	Cellule d'animation de la CLE	AESN, C.Régional, C.Généraux

Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Conditions de réussite	Mobilisation des communes
-------------------------------	---------------------------

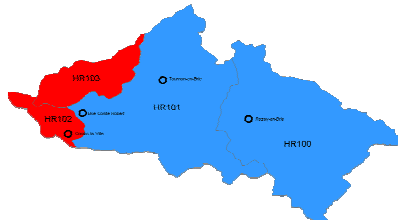
Aspects financiers	Coût estimatif	financeurs (taux)

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Volumes d'eau stockés ou infiltrés annuellement
-----------------------------	---

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.2.5	Aménager les réseaux d'eaux pluviales afin d'éviter les débordements	règle associée	niveau de priorité 2
----------------------------------	---	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	En cas de crues, des débordements peuvent avoir lieux sur les réseaux d'eaux pluviales, du fait de la mise en charge des réseaux. Ces réseaux doivent être aménagés afin d'éviter ces dysfonctionnements.		
Secteur géographique concerné	Secteurs pilotes définis : Yerres, Montgeron, Villeneuve-Saint-Georges 		
Résultats attendus	Eviter les débordements des réseaux en cas de crues		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

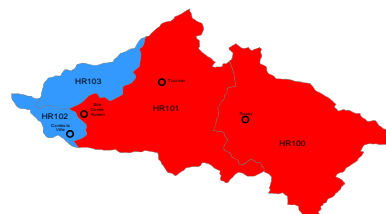
Description et mise en œuvre	Identifier les dysfonctionnements sur les réseaux en cas de crues Equiper les réseaux contre les remontées d'eau afin d'éviter les débordements dans les zones urbanisées : mise en place de clapets anti-crue, de postes de crue, de postes de relèvement. Parallèlement ces réseaux débordent également en cas de pluies exceptionnelles, aussi il sera important de veiller à coordonner cette action avec la rétention des eaux à la source (mise en place de bassins de rétention des eaux paysagers, noues absorbantes, toits végétaux, etc.). Voir action 3.2.4																		
catégories d'acteurs concernés	Maîtres d'ouvrage potentiels										Partenaires techniques								
	Communes CG94										AESN - MISE								
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Mobilisation des acteurs et financement																		
Aspects financiers	Coût estimatif										financeurs (taux)								
	1 M€										Conseils généraux concernés								

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Débordements observés sur les réseaux
-----------------------------	---------------------------------------

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.2.6	Mettre en place en couvert herbacé, haies, fossés, mares sur les secteurs soumis à un risque d'érosion, et spécialement sur les masses d'eau HR100 et HR101	règle associée	niveau de priorité 1
Définition et objectifs de l'action	Sur les zones agricoles soumises à un risque d'érosion par ruissellement, les pratiques agricoles seront adaptées et des aménagements seront réalisés de façon à favoriser la rétention et l'infiltration des eaux pluviales par l'implantation de couverts végétaux, mares, fossés, haies.		
Secteur géographique concerné	Zones agricoles sensible à l'érosion, ciblées suite à l'étude de la fiche 3.2.1		
Résultats attendus	Réduction des pollutions Ralentissements des écoulements pluviaux		



MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Description et mise en œuvre	Dans un premier temps, identifier les zones sensibles à l'érosion (cf. fiche action 3.2.1). Dans les zones agricoles sensibles à l'érosion, orienter la sensibilisation et la formation des agriculteurs vers des pratiques limitant le risque d'érosion : - Mise en place d'un couvert herbacé avant l'automne période propice au ruissellement - Implantation de bandes enherbées, associées éventuellement à des haies, à l'aval des parcelles et dans les talwegs - choisir des espèces adaptées en fonction des dates de semis (phacélie, moutarde radis, seigle - appuis technique de la chambre d'agriculture) - Développement des techniques culturales simplifiées (TCS) afin de limiter les passages dans les parcelles, le tassement des sols et l'utilisation de désherbants chimiques - Travailler le sol dans le sens opposé à celui de la pente - Gestion des assolements pour éviter la présence de 2 cultures peu couvrantes côte à côte L'implantation de bandes enherbées ou de couvert herbacé doit être permanent																												
	catégories d'acteurs concernés																												
Maîtres d'ouvrage potentiels																				Partenaires techniques									
Chambre d'Agriculture 77, chambre d'agriculture interdépartementale, Cellule animation CLE																													
Calendrier		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027										
Conditions de réussite		Localisation des surfaces sensibles à l'érosion Accompagner techniquement et financièrement les agriculteurs S'inscrire autant que possible dans les dispositifs d'aides existants (MAE)																											
Aspects financiers		Coût estimatif										financeurs (taux)																	
		450 euros par hectare de couvert herbacé par an										C.Régional - AESN																	

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Surfaces couvertes en hiver Linéaire de bandes enherbées (et largeur) Surfaces faisant l'objet de techniques culturales simplifiées Surfaces exploitées en assolement prenant en compte la réduction du ruissellement
-----------------------------	--

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.3.1	Améliorer la conscience du risque des populations concernées	règle associée	niveau de priorité 2
Définition et objectifs de l'action	Informer l'ensemble des acteurs et la population sur les inondations et les actions mises en oeuvre Permettre la compréhension des problématiques liées aux inondations par les populations concernées Identifier les conflits d'intérêt		
Secteur géographique concerné	<div> <div> <p>Sur l'aval (HR102 et HR103) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - informations sur les risques liés aux inondations - sensibilisation des promoteurs immobiliers sur les risques <p>Sur l'ensemble du bassin versant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - informations sur les aménagements pour prévenir et lutter contre les inondations et sur les actions déjà mises en oeuvre - sensibilisation des promoteurs immobiliers sur les risques </div> <div> </div> </div>		
Résultats attendus	Meilleure information de la population du risque inondation. Diminution de l'aléa par non construction en zone inondable.		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	
---------------------------	--

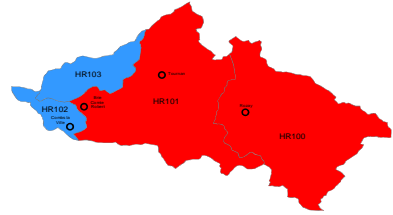
Description et mise en œuvre	<p>Sur l'aval :</p> <ul style="list-style-type: none">- distribution de documents informatifs (nature des risques, fréquences et intensité, zones concernées, aménagements et actions mis en oeuvre)- affichages éventuels sur les zones à risques des informations concernant les crues- réunions publiques éventuelles <p>Sur l'ensemble du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none">- affichage ou expositions sur les risques et les aménagements mis en oeuvre pour lutter contre les inondations- affichages pédagogiques sur les sites (le long des cours d'eau aux lieux d'expansions des crues). <p>Les communes sont tenues par l'obligation de réunions publiques tous les deux ans (PPri prescrit ou approuvé) et par la rédaction des DICRIM: Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs. Par ailleurs, les maires disposent du pouvoir de police mais est également garant de la sécurité et de la salubrité publique ce qui lui donne des obligations en matière d'information sur les risques d'inondation. La mise en place de repères de crue sera également utilisée pour informer la population.</p>																		
	catégories d'acteurs concernés										Partenaires techniques								
Communes ou intercommunalités ayant la compétence sur la gestion des inondations, CLE										Préfectures dans le cadre de l'établissement des Ppri, Directions départementales des territoires (77, 91 et 94)									
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Sensibilisation des élus																		
Aspects financiers	Coût estimatif										financeurs (taux)								
	Compris dans le coût de fonctionnement des structures										Conseils généraux								

SUIVI DE L'ACTION	
-------------------	--

Indicateurs de suivi	Nombre de communes ayant des programmes d'information de la population sur les risques inondations (réunions, distribution de documents, affichage...)
-----------------------------	--

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.3.2	Améliorer le réseau de surveillance pour appréhender et anticiper les phénomènes de crues	règle associée	niveau de priorité 2
----------------------------------	--	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	Mettre en place un réseau de surveillance des crues sur l'ensemble du bassin versant
Secteur géographique concerné	<p>A l'amont du bassin versant</p> 
Résultats attendus	Anticiper les phénomènes de crues et améliorer la gestion des systèmes d'alerte aux inondations

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

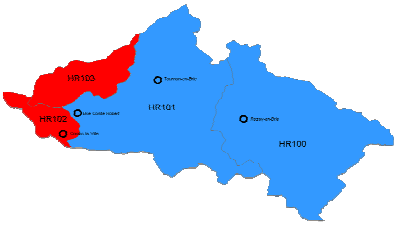
Description et mise en œuvre	Coordonner les informations existantes et les réseaux de suivi des débits, de la pluviométrie Renforcer le réseau de surveillance en complétant par des points de mesure stratégiques Analyser les données et extrapoler aux phénomènes de crues																	
catégories d'acteurs concernés	Maîtres d'ouvrage potentiels										Partenaires techniques							
	Syndicats de rivières										DIREN							
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Conditions de réussite	Mobilisation des acteurs																	
Aspects financiers	Coût estimatif										financeurs (taux)							
	25 k€ par station débitimétrique 2,5 k€ par station pluviométrique										Conseils généraux dans le cadre de l'outil PAPI							

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	<p>Nombre de points de mesures de débits en continu</p> <p>Nombre de pluviomètres</p>
-----------------------------	---

Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

Action n° 3.3.3	Renforcer le dispositif d'alerte et d'information à la population (type SIRYAC)	règle associée	niveau de priorité 2
--------------------	---	----------------	--------------------------------

Définition et objectifs de l'action	Etendre le système d'information des riverains de l'Yerres pour l'alerte des crues aux communes des masses d'eau HR 102 et 103 non incluses dans le SIARV		
Secteur géographique concerné	<p>Sur les masses d'eau HR102 et HR103, en dehors du domaine du SIARV notamment sur la commune de Combs la ville</p> 		
Résultats attendus	Prévenir la population en cas de survenue de crue		

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Description et mise en œuvre	Etudier la possibilité d'étendre le système SIRYAC actuellement mis en place sur les communes du SIARV afin de prévenir la population des risques de crue. Cette mesure pourra être prise en compte dans le cadre du contrat global actuellement mené par le SIARV et ce sur les communes des masses d'eau HR 102 et 103 hors du périmètre du SIARV.																		
catégories d'acteurs concernés	Maîtres d'ouvrage potentiels									Partenaires techniques									
	SIARV																		
Calendrier	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Conditions de réussite	Mobilisation des acteurs																		
Aspects financiers	Coût estimatif									financeurs (taux)									
	5 k€ (investissement dans la mise à jour du logiciel par extension à d'autres communes) 1,5 k€ en fonctionnement/an									Conseils généraux via l'outil PAPI									

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de suivi	Nombre de communes incluses dans un dispositif type SIRYAC
----------------------	--